

en contact avec le Gouvernement finlandais, qui a offert d'être l'hôte d'entretiens à ce sujet à Helsinki. On s'est déjà entendu sur deux étapes préliminaires d'un règlement de la question de Berlin et l'Union soviétique a indiqué son intention de conclure des accords finals, sous réserve de ratification des traités de Varsovie et de Moscou. On s'attend à ce que la ratification ait lieu au cours des prochains mois.

Mais ce qui est important, en réalité, c'est le processus déclenché par l'idée d'une Conférence. Quels que soient ses résultats et à quelque moment qu'elle se tienne, la Conférence est seulement un élément d'un processus de négociation de plus ample envergure. Les gains importants que j'ai constatés en Europe centrale s'appuient sur la réaliste "Ostpolitik" du chancelier Brandt. Mais je me demande si on les aurait obtenus si l'idée de la Conférence n'avait pas été acceptée en principe et si l'OTAN n'avait pas fait de l'élément de Berlin une condition préalable essentielle d'une réunion de ce genre. Il arrive assez souvent, en diplomatie, qu'un mouvement vers un certain but, soit, dans le cas présent, la tenue de la Conférence, déclenche lui-même la solution de vieux problèmes. Il se peut donc fort bien que la Conférence mette les choses en marche dans la direction d'un relâchement des tensions.

A l'égard des réductions mutuelles et équilibrées des forces, l'Alliance a pris note avec regret de l'absence de réaction soviétique à l'offre d'envoyer à Moscou un explorateur en la personne de M. Brosio, ancien secrétaire général de l'OTAN. Cette proposition fut faite par le Canada à la réunion de juin. Au cours des dix derniers jours, M. Breznev et M. Kossyguine ont exprimé de nouveau l'intérêt de l'URSS touchant les réductions des forces, mais se sont bornés à des généralités. Si les Soviétiques consentaient à recevoir l'explorateur, on pourrait alors faire des progrès positifs et rapides vers des négociations de fond. La réticence soviétique dénote, je crois, le fait que les Russes et leurs amis n'ont encore élaboré ni leur position de procédure ni leur position de fond sur le problème des réductions mutuelles et équilibrées des forces et éprouvent vraiment des difficultés à définir leur réaction possible.

Aux yeux de l'Alliance, la réduction des forces n'est pas une condition préalable à la tenue d'une conférence, mais les Ministres estiment que si l'on veut que la Conférence s'attaque efficacement aux problèmes de la sécurité en Europe, elle doit s'occuper comme il convient de mesures visant à réduire la confrontation militaire.

Les ministres ont pris note des tensions que